



## Discours d'ouverture du Secrétaire Général sortant Olivier VADEBOUT du 3e congrès CGT Finances Publiques du 18 au 22 mai 2015 à Ramatuelle.

Mes chers camarades,

Avant d'entrer dans le vif de ce rapport, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier de votre participation à notre troisième congrès de la CGT-Finances Publiques au nom de la direction nationale sortante.

Ce rapport introductif a été présenté lors la dernière réunion de la CE sortante d'hier après midi. Nous avons fait le choix d'essayer d'être dense afin de nous permettre d'aller le plus loin et le plus collectivement possible dans nos échanges.

Je dois bien l'avouer, j'attendais avec hâte le début de notre congrès...

- Hâte, car les choix politiques que nous subissons depuis 3 ans sont lourds de conséquences pour le monde du travail et donc pour les agents de la DGFIP,
- hâte, car la DGFIP constitue un cœur de cible dans la déclinaison des politiques d'austérité qui malmènent nos missions comme nos collègues,
- hâte, car nous avons l'impératif besoin dans notre syndicat, comme dans toute la CGT, de débattre de cette situation et des stratégies syndicales et de lutte à mettre en œuvre.

Car c'est bien ainsi, par le débat et les décisions collectives qui s'ensuivront, que nous nous mettrons dans la meilleure situation pour faire valoir les revendications des agents de la DGFIP et de l'ensemble des salariés, que nous montrerons notre capacité à mobiliser et à construire les luttes nécessaires pour changer les choix.

Je nous souhaite donc à tous de passer un excellent congrès, d'y prendre du plaisir et surtout d'en repartir plein de motivation pour affronter ensemble les enjeux qui se dressent devant nous.

Et ceux-ci sont nombreux. En 2012, notre congrès se tenait en pleine campagne électorale présidentielle. Après le quinquennat de Sarkozy l'aspiration populaire au changement était forte et amena l'élection de François Hollande. Mais pour le changement on a vu ce que l'on a vu : Hollande et les siens n'ont rien fait d'autre que de continuer à servir la soupe aux plus riches au détriment de l'intérêt général. Ils ont amplifié et ils amplifient toujours les attaques contre les salariés, du privé comme du public, ils travaillent à laminer les services publics. Ils reconfigurent la société française et ses institutions pour les plier aux desiderata du Medef et de l'Europe libérale.

Depuis 2012, on a assisté à la ratification du TSCG, une énième réforme des retraites, un accord national interprofessionnel destructeur du CDI, le pacte de responsabilité.... J'en passe et des meilleurs... Autant de contre-réformes, que la CGT et notre syndicat ont combattu. Autant de luttes que mène notre syndicat contre l'austérité, en dernier lieu en s'inscrivant largement dans la grève interprofessionnelle du 9 avril.

En effet, ces choix contribuent à toujours plus détruire le cœur de notre république, ou plus simplement ce que le Conseil National de la Résistance a créé...

Dans la fonction publique, et à la DGFIP, nous sommes aux premières loges pour vérifier ce démantèlement de l'État.

La politique d'austérité aujourd'hui à l'œuvre a des conséquences dramatiques pour les services publics. Missions, Emplois, budgets, maillage territorial tout est passé au crible à seules fins de réduire les coûts. La question de la qualité du service public, sans cesse réaffirmée, n'est qu'un leurre auquel plus personne ne croit.

Après la RGPP, la MAP Modernisation de l'Action Publique, la démarche stratégique... voici venu le temps de la revue des missions avec sa logique de priorisation des missions publiques qui prétend légitimer qu'on en privilégie certaines pour en liquider d'autres.. Le but est simple : définir celles qu'on garde, celles qu'on abandonne, celles qu'on privatise. Voilà ce qui est aujourd'hui au cœur de la politique du gouvernement Et à ce jeu sinistre, la DGFIP apparaît comme un bouc émissaire idéal. Convertis aux thèses libérales les plus éculées,

devenus les serviteurs zélés d'une finance qu'ils prétendaient combattre, Le président de la république, son gouvernement et sa majorité font le choix délibéré d'affaiblir les outils de solidarité sociale dont les missions de la DGFIP sont pleinement partie prenante.

A la DGFIP, nous avons d'abord eu la démarche stratégique, porté par le directeur général précédent. La CGT Finances Publiques s'y est clairement opposée et a refusé de participer à toutes les réunions traitant de sa mise en œuvre.

Nous sommes désormais entrés dans la phase revue des missions sans savoir ce qu'elle va recouper très clairement... Mais une chose est sûre : Il n'y a rien de bon à en attendre !

Politique d'austérité, arbitrages entre ministère accentués depuis les attentats de janvier : tout aboutit à faire de Bercy et de la DGFIP des cibles de choix. Je ne vais pas dresser ici le tableau complet des dispositifs et mesures à l'œuvre ou en projet. Vous les connaissez aussi bien que moi et je suis certain que vous y reviendrez dans le débat. Pour rester dans la brièveté je n'évoquerai qu'un seul aspect : celui du maillage territorial de proximité !

Soyons clair : Les réformes prévues par la DGFIP ont un objectif général : c'est à terme de faire disparaître une grande partie de nos structures du territoire, éloignant toujours plus la DGFIP du contribuable, du redevable, de l'utilisateur... La volonté de faire disparaître le contrôle fiscal des départements, les fermetures de services, les restructurations/concentrations, en sont des illustrations non exhaustives.

Mais si j'évoque ce point particulier c'est parce que nous avons besoin dans ce congrès d'un débat approfondi sur cette question du maillage territorial face à la politique de la Direction générale en la matière. Quels contenus revendicatifs sur ce sujet, quelle démarche syndicale quelle stratégie d'action ? Telles sont les questions ouvertes sur lesquelles nous croyons nécessaire que le congrès dégage des pistes.

C'est d'autant plus nécessaire que les dispositifs départementaux s'accélèrent mais que la Direction générale continue à avancer masquée en continuant à nous refuser toute transparence sur les disparitions de structures aujourd'hui programmées...

Enfin, dans le paysage actuel, le tableau ne serait pas complet sans mentionner les attaques multiples que nous subissons aujourd'hui sur nos statuts, nos droits et garanties, nos rémunérations...

Au niveau de la fonction publique, le point d'indice est toujours gelé et au détour des discussions PPCR et du déploiement de la RIFSEEP que ce gouvernement entend aujourd'hui avancer. C'est-à-dire pour faire simple : prime et avancement au mérite individuel et mise en concurrence des salariés. Pour la CGT Finances publiques c'est non, et mille fois non ! Ça l'était sur la PFR et la loi mobilité hier ça l'est aujourd'hui sur le RIFSEEP et les lignes directrices de gestion!

À la DGFIP, dans une lettre ouverte à la rentrée dernière, nous avons interpellé le directeur général sur notre exigence de négociations sur la revalorisation indemnitaire pour tous. À ce jour malgré nos relances nous n'avons même pas un simple accusé de réception...

Enfin la dernière provocation en date sur le sujet rémunération c'est la fin de la Prime d'intéressement Collectif pour la remplacer par une prime de restructuration qui serait négociée par chaque DDFIP, DRFIP.. **Pour encourager la destruction de l'esprit collectif et la mise en compétition des agents on peut difficilement faire mieux !**

Le dernier point que je souhaite évoquer devant vous sur les enjeux revendicatifs concerne la réforme territoriale. Elle est aujourd'hui quasi-actée. Mise en place des métropoles, refonte des inter-communalités pour en augmenter la taille, super-région avec un effet simple : explosion des structures, des administrations de l'État, tel que nous les connaissions. La REATE avait déjà largement atomisé certaines administrations, nul ne sait aujourd'hui comment la fonction publique d'État en ressortira.. Ainsi à la DGFIP, après les Services Facturiers dans la sphère État, c'est bien vers des SFACT pour les collectivités qui sont visés... Ceux-ci mélangeraient Agents de la fonction publique territoriale et agent de la DGFIP.. Autant dire que le combat que nous menons contre l'interministérialité en particulier chez les informaticiens, devra s'amplifier y compris sous d'autres formes...

Là encore, même si le sujet dépasse la seule DGFIP, la mise en place de structures informelles de concertation par les préfets préfigureurs des nouvelles régions, ainsi que la nouvelle Charte de la déconcentration du 7 mai 2015, appelle que nous abordions la question largement dans notre congrès.

La Charte renverse le principe d'organisation actuel en reconnaissant l'initiative au niveau local, et la nécessité pour les administrations centrales d'adapter leurs modes de fonctionnement aux enjeux de l'administration déconcentrée. Cela peut autoriser des organisations différentes selon les territoires en fonction des « réalités locales ».

Son article 10 précise que « le préfet de région peut, pour la mise en œuvre des politiques publiques et afin de tenir compte des spécificités locales, proposer de déroger aux règles fixées par les décrets relatifs aux organisations des services déconcentrés de l'État. et à la répartition des missions entre ces services. »

Les préfets peuvent aussi se voir déléguer certains actes relatifs à la situation individuelle des agents publics.

Il s'agit donc de bouleverser l'organisation des services de l'État. partout sur le territoire et de porter atteinte aux statuts nationaux des fonctionnaires d'État et aux règles de gestion qui y sont associées.

Si la CGT, FO, FSU et Solidaires ont boycotté le Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'État. du 24 avril qui avait à étudier le projet de décret. Reste à déterminer quelles suites, en lien avec les personnels, nous devons mettre en œuvre.

J'ai brossé à grands traits quelques aspects de la situation générale. Beaucoup d'entre eux ont impacté l'activité revendicative du syndicat national et de sa direction dans le dernier mandat. C'était l'objet d'une large partie du rapport d'activité proposé par la direction nationale aux assemblées générales que de décrire ce que nous avons essayé de faire collectivement pour lutter contre cette politique et faire valoir d'autres choix.

Ces éléments ont fait l'objet de débats ou plus souvent d'amorces de débats dans les assemblées générales préparatoires à ce congrès, car le temps imparti aux discussions a rarement permis de développer suffisamment les échanges. Mais les enjeux essentiels ont été pointés et il est de la responsabilité de notre congrès d'approfondir ces réflexions et de prendre les décisions nécessaires.

J'en viens maintenant aux résultats des votes des syndiqués sur le rapport d'activité nationale

4087 syndiqués ont participé aux assemblées générales et de ce point de vue, un premier constat s'impose c'est la relative faiblesse de participation aux AG et donc la difficulté que nous avons de faire participer tous les syndiqués à nos débats. On le sait : les AG de congrès sont rarement les plus courues mais on ne peut se satisfaire d'une telle réalité... tous ici, nous devons nous interroger sur ces difficultés...

Le vote sur le rapport d'activité nationale donne les résultats suivants

Sur 3108 suffrages exprimés en pour et contre.

2502 syndiqués ont émis un vote positif soit 80,50

606 syndiqués ont émis un vote négatif soit 19,50

Le rapport d'activité nationale est donc majoritairement approuvé

À noter que 979 syndiqués ont émis un vote d'abstention

C'est donc sur la base de cette approbation majoritaire que nous allons travailler dans ce congrès afin de prendre les décisions nécessaires pour permettre à notre syndicat d'aller de l'avant, d'améliorer le travail syndical, de se mettre en situation de dynamiser les luttes revendicatives avec les personnels, de regagner en influence électorale.

Pour autant, l'approbation de ce rapport d'activité nationale n'est en aucun cas pris comme un satisfecit par la direction nationale sortante et ce pour plusieurs raisons

- D'abord parce que nous devons avoir conscience de la gravité des enjeux qui sont face à nous
- Ensuite parce que le rapport d'activité s'est voulu un constat lucide à la fois sur ce que nous avons pu faire de positif en matière d'activité revendicative et de vie syndicale mais tout autant sur les

insuffisances et lacunes de ce mandat. Les difficultés rencontrées ont d'ailleurs fait l'objet de débats nourris dans les assemblées générales. Elles ont été appréciées de manière diversifiées générant des votes eux aussi diverses.

- Enfin sans qu'on puisse donner une signification unique au choix d'abstention, parce que leur nombre conséquent est révélateur de ces interrogations

Mais en substance le point de vue très majoritaire repose sur trois éléments :

- **Une vision positive sur les positionnements revendicatifs du syndicat,**
- **La considération que du travail a été effectué malgré les lacunes et insuffisances constatées,**
- **Le crédit donné dans la volonté d'amplifier le travail engagé et d'opérer toutes les corrections attendues de l'activité nationale.**

C'est donc sur ces bases que le congrès va placer son travail en particulier autour des amendements au projet de document d'orientation mais aussi sur la question des propositions de modifications statutaires sur lesquelles le bureau de congrès aura à vous faire des propositions de méthodes au regard de leur nombre.

Je veux néanmoins revenir sur un certain nombre de difficultés rencontrées au cours de ce mandat. La dernière période n'a pas été des plus simples dans la vie du syndicat..

Tout d'abord, dans l'ensemble de la CGT les choses n'ont pas été faciles... je ne reviendrai pas sur les turpitudes de la fin d'année 2014 au plan confédéral, le syndicat s'est clairement exprimé... mais bien sur une réalité simple des dernières années : collectivement dans toute la CGT, nous n'avons pas eu une stratégie lisible, permettant aux salariés de se reconnaître pleinement dans la CGT, et de considérer qu'elle répond aujourd'hui à leurs attentes. Cette question de la stratégie des luttes est aujourd'hui au cœur de notre congrès, car globalement à la lecture des amendements, je ne crois pas que nous ayons beaucoup de différences d'approche dans notre appréhension de la situation.

Ensuite parce que nos idées ne rencontrent pas forcément l'écho qu'elles devraient. Médiatiquement, nous avons du mal à exister, et quand les médias parlent de la CGT, c'est plus sûrement pour la détruire qu'autre chose. Plus grave encore, dans le pays, aujourd'hui c'est bien l'extrême droite qui gagne du terrain et dont les idées xénophobes et nauséabondes sont aujourd'hui trop largement validées dans les urnes.... Parfois mêmes en s'appuyant sur nos constats pour développer des solutions insupportables.

Ces problématiques générales touchent l'ensemble de la CGT et n'explique pas naturellement toutes nos difficultés. En effet, si nous avons connu à l'image de l'ensemble de la fonction publique, une chute importante de notre influence électorale, nous devons aussi regarder notre activité récente et notre capacité à faire face aux enjeux...

Oui, nous avons des choses à améliorer collectivement dans tout le syndicat localement, nationalement ...

Oui, au niveau national de notre syndicat, la vie n'a pas toujours été facile... les multiples démissions pour des raisons qui regardent chaque camarade ont affaibli la direction nationale (BN/CEN), dans sa capacité à animer les collectifs de travail, à être réactif parfois face aux enjeux..

Oui nous avons aussi manqué de liaison entre nous dans cette double transversalité nécessaire dans un syndicat national comme le notre, où les stratégies doivent être bâties au plus près du terrain. Cette double transversalité, cette animation de nos débats sont des enjeux majeurs pour faire face efficacement aux politiques d'austérité et de régression sociale. Il nous faut correctement irriguer le niveau national des réflexions du niveau local et inversement, pour nous permettre de correctement porter les revendications attendues par nos collègues et développer les luttes. Dans ce cadre les liens entre les membres de la CEN et les sections doivent se renforcer.

Oui, nous avons parfois du mal dans notre communication... Dans sa forme, nous travaillons à la refonte du site national, à l'utilisation des réseaux sociaux mais plus globalement ... c'est bien dans l'appréhension globale du discours de la CGT et dans la réalité de ce que reçoivent nos collègues qu'il faut réfléchir.... Le discours CGT est à contre courant de toutes les infos, propagandes qui se déversent quotidiennement sur nos collègues. En résumé il nous faut définir une politique de communication plus efficace. Sans négliger l'importance des sites locaux aux articles proche des préoccupations des collègues.

Enfin, je ne peux terminer cette partie du rapport sans évoquer un élément qui a nous a sûrement manqué et peut être encore plus dans la préparation de notre congrès : la fraternité entre camarades... pas de façon béate.. Mais si nous sommes militantes et militants à la CGT, c'est que nous voulons tous porter une vision différente de notre société... et nous avons une obligation : celle d'essayer ! Tous ensemble !

Cela, c'est en particulier l'enjeu du respect par chacune et chacun de nos règles de vie commune. Les débats existent dans la CGT, ils peuvent même être vifs, voir très vifs, s'accompagner de termes piquants ou durs... mais tout cela ne peut se faire que dans les instances que nous nous sommes choisies : CE section, AG, CE nationale, congrès... voir dans des modalités de débats définis collectivement.

Une fois les débats faits, nous sommes engagés par la décision collective pour essayer de la mettre en œuvre le mieux possible ; bien sur nous pouvons nous tromper, ne pas réussir, parfois même ne pas nous comprendre mais nous devons respecter nos choix collectifs...

Bien sur, on ne peut nier des évolutions technologiques, des possibilités de débattre différemment (Ainsi le prochain site comportera un forum des sections) mais pour la CGT, c'est bien dans l'échange uniquement dans nos instances que nous pourrons avancer. Pourquoi ?

Tout simplement, car le débat implique un maximum de nos camarades, et que c'est bien là tout l'enjeu.. Ainsi si le renouvellement des responsables syndicaux est fondamental, pour y parvenir il faut bien partout impliquer un maximum de syndiqués...

Chacun avec ses qualités, ses envies mais en permettant à tous d'intervenir dans nos débats, dans l'action syndicale... C'est bien contre les phénomènes délégataires que nous devons collectivement lutter. L'action de la CGT se doit d'être bâtie sur un socle de camarades le plus large possible... permettre à chaque syndiqué de s'exprimer dans des collectifs, dans des échanges sous les formes les plus appropriées.

Il nous faut aussi clarifier entre nous nos revendications.. C'est aussi l'objet de notre congrès en particulier au travers de nos repères revendicatifs. De ce point de vue, il nous faut déjà noter que les AG ont assez largement débattu de l'amélioration du texte, mais globalement l'orientation initialement proposée semble bien partagée par nos syndiqués.

C'est donc désormais aux délégués à ce congrès de débattre et décider de ce qu'ils souhaitent améliorer, renforcer, enlever de notre orientation pour permettre à la nouvelle direction nationale d'avoir une feuille de route claire pour les mois et les années à venir.

Quelques derniers éléments de réflexion : Il me semble que le congrès aura à donner un mandat autour de la question du dialogue social. Tous nous sommes confrontés à l'inflation des réunions... parfois sous la pression de notre administration, parfois aussi ne nous le cachons pas à partir de nos demandes pour pouvoir discuter de la situation de nos camarades ou d'agents dans des situations difficiles. Ainsi par exemple, c'est à la demande de nos collègues des centres de contact (réforme à laquelle nous sommes opposés), c'est à la demande de nos collègues non titulaires, de la redevance, que nous avons siégé dans les groupes de travail. En parallèle, nous demandons toujours un GT sur les ZUS, des CTR sur le contrôle fiscal ou le recouvrement..

Enfin, il est indispensable d'améliorer notre travail collectif, associant militants des sections et direction nationale, sur des thèmes revendicatifs en associant plus fortement militants des sections et direction nationale pour produire plus d'éléments de synthèse, et d'analyses pour nous permette de convaincre un nombre croissant de nos collègues de construire avec nous les luttes et le rapport de force pour gagner.

Enfin comme vous le savez, notre travail syndical va être impacté par une baisse conséquente de nos droits syndicaux sans compter qu'au-delà de la prise en compte des suppressions d'emplois et de la représentativité, les droits dérogatoires dont nous bénéficions jusqu'alors sont dans le collimateur du ministère qui entend supprimer la totalité. À cette heure, suite à nos interventions tant de la part du syndicat que dans la fédération, cette question n'est pas réglée et nous devons continuer à mener la bataille, tout en réfléchissant à l'utilisation la plus efficace de nos droits.

Cher-es camarades,

Notre congrès s'inscrit également dans la perspective du 51ème congrès confédéral. Il nécessite notre engagement déterminé pour que notre CGT réponde toujours mieux aux attentes des salariés. Nos travaux

s'inscrivent donc naturellement dans ce cadre. Dans une année d'anniversaire aussi, la CGT fête aujourd'hui ses 120 ans et il n'y a pas que la banderole pour nous le rappeler mais bien notre mémoire.

Nous le savons tous : pour les salariés rien n'a jamais été donné ! Ce n'est que par nos luttes que nous avons conquis des droits. Cette vérité doit rester notre boussole. Développer les moyens de nos ambitions impliquent d'ancrer notre activité syndicale sur la plus large intervention de nos syndiqués.

Je nous souhaite des travaux productifs et efficaces. Que vive maintenant le troisième congrès de la CGT Finances publiques